



MEDIAPART

PROCHE ET MOYEN-ORIENT ANALYSE

Offensive sur Gaza-ville : « Aucune langue au monde ne peut décrire ce que nous vivons »

Deux jours après l'entrée des chars israéliens dans la ville palestinienne, des centaines de milliers de personnes fuient. Mais beaucoup ne le peuvent pas, ou ne le veulent pas. Entre chaos et panique, les habitant·es tentent de survivre. Récits recueillis depuis l'enclave.

Gwenaëlle Lenoir - 18 septembre 2025 à 20h02

Gaza-ville ne répond plus. Ses habitant·es sont coupé·es du monde, ou presque. Plus d'Internet, plus d'électricité, sauf à posséder un panneau solaire ou un générateur. Encore faut-il, pour le premier, qu'il ne soit pas détruit par les frappes israéliennes et les éclats de béton, de métal, de ciment, qui volent en tous sens à chaque bombardement, et pour le second que son propriétaire ait de quoi se procurer du carburant.

Les communications sont donc, depuis deux jours, très difficiles avec la mégapole, ou du moins ce qu'il en reste après les frappes intenses menées par l'armée israélienne et le déclenchement de l'offensive terrestre.

Le ministre israélien de la défense, Israël Katz, s'en est d'ailleurs réjoui mardi 16 septembre, avec son désormais fameux « *Gaza brûle* ». « *Nous ne nous arrêterons pas tant que la mission ne sera pas accomplie* », a-t-il ajouté, entendant par là la destruction totale du Hamas, même si de plus en plus de personnes doutent que le gouvernement israélien ait encore un objectif militaire stratégique, hormis l'anéantissement de l'enclave palestinienne.



Des habitants de la ville de Gaza ayant fui passent aux abords du camp de réfugiés de Nousseirat, au centre de la bande de Gaza, le 18 septembre 2025. © Photo Eyad Baba / AFP

Car Gaza-ville, si elle abrite encore des combattants du Hamas, dont l'infrastructure militaire, selon l'armée de l'État hébreu elle-même, a largement été détruite, hébergeait surtout 1,2 million de personnes environ, selon les estimations communément admises par les agences onusiennes.

« Il est difficile de savoir où sont les chars, explique au téléphone le journaliste palestinien Rami Abou Jamous, que Mediapart a réussi à joindre jeudi 18 septembre dans la matinée. À cause du black-out, les communications entre quartiers de Gaza-ville sont extrêmement difficiles. Donc il y a beaucoup de rumeurs, du type "les chars sont au port de Gaza" ou "les chars sont au centre-ville". En fait, on n'en sait rien, il n'y a pas d'informations sûres, et tout ça, couplé aux bombardements incessants, propage la panique. »

Rami Abou Jamous et sa famille ont décidé de rester, pour l'instant « *et jusqu'au dernier moment* », dans leur appartement de Gaza-ville : « *Tout le quartier, autour de nous, a décidé la même chose. D'une part parce que les gens ne veulent pas obéir aux Israéliens, d'autre part parce qu'ils n'ont pas toujours les moyens de quitter Gaza. Il faut avoir de quoi se loger ailleurs, au Sud, et il faut de l'argent pour bouger. Ça coûte très très cher.* »

2 500 euros pour franchir 15 km

Des centaines de milliers de personnes ont déjà pris la route du Sud. Les véhicules les plus hétéroclites,

camions, voitures, touk-touks surchargés, charrettes tirées par un âne ou un cheval efflanqué, motos avachies sous le poids des quelques biens entassés et des êtres humains, piéton·nes poussant tout ce qui a des roues, progressent lentement le long de la mer, route Al-Rachid.

Ils laissent derrière eux des monceaux de gravats, de maisons et de tours pulvérisées par les frappes et par une arme dont use beaucoup l'armée israélienne dans sa conquête de Gaza : les véhicules blindés de transport de troupes (APC selon le sigle anglais) au rebut, transformés en engins suicides. Chargés d'explosifs, dirigés à distance, ces engins gros comme d'énormes SUV sont précipités contre les immeubles. Un journaliste du journal israélien en ligne Walla en a vu des dizaines et des dizaines le long de la frontière, côté israélien, prêts à être lancés contre ce qui reste de Gaza-ville.

« Les derniers moments à Gaza-ville, c'était un enfer. La mort, partout autour de nous, les frappes incessantes, les quadricoptères, tous ces engins de mort, nous avons fui sous le feu. »

Ayham Loubbad, habitant de Gaza-ville

Ils sont suivis par les bombardements des aéronefs, des navires de guerre, des chars, les tirs des drones quadricoptères, robots volants tueurs. « Les APC suicides sont extrêmement puissants. Ils réduisent des bâtiments entiers en décombres. Ils sont bien plus dévastateurs que les frappes aériennes », a déclaré Hamza Shabaan, un habitant de la ville de Gaza qui a été témoin des explosions provoquées par les robots, cité par le magazine Middle East Eye.

Les explosions, énormes, sont entendues de très loin et ajoutent à la terreur des habitant·es.

Mais qui, dans ce territoire dévasté par près de deux ans de guerre génocidaire où l'emploi est plus que rare et où les gens ont littéralement mangé leurs économies, peut payer de 1 250 à 3 000 euros pour la location d'un petit camion, afin de partir avec les quelques biens indispensables à la survie ?

« Je me considère comme très chanceux car j'ai une voiture, et j'avais fait le plein en prévision d'une urgence », raconte à Mediapart Ayham Loubbad. Le jeune employé d'une ONG palestinienne s'est résolu à quitter Gaza-ville

lundi 15 septembre. Toute la famille s'est entassée dans le véhicule. Elle a mis huit heures à rejoindre Nousseirat, à 15 kilomètres de Gaza-ville. « Ça m'a coûté 2 500 euros, entre l'essence, la location de l'échoppe que j'ai trouvée à Nousseirat, les quelques matériaux pour y installer des latrines », reprend Ayham.

Ni voitures ni routes

Nombre de ses ami·es et collègues sont encore coincé·es à Gaza-ville. « Il y a ceux qui ne peuvent pas payer la location du véhicule plus la tente ou le morceau de maison à louer plus les matelas et tout le reste, ceux qui n'ont pas trouvé de lieu où aller dans le Sud car tout est surpeuplé, et ceux qui ne réussissent pas à trouver un camion même s'ils sont prêts à payer, affirme-t-il encore. Beaucoup de conducteurs sont si surbookés qu'ils ont fermé leur téléphone. Un de mes amis cherche un véhicule depuis cinq jours. »

Autant d'heures, de minutes, de secondes, à vivre dans la terreur. « Les derniers moments à Gaza-ville, c'était un enfer. Quand je dis un enfer, je suis en dessous de la réalité. Je ne pense pas qu'une langue, quelle qu'elle soit, possède les mots pour décrire ce que nous vivons. La mort, partout autour de vous, les frappes incessantes, les quadricoptères, tous ces engins de mort, nous avons fui sous le feu, et une fois à Nousseirat, il y a eu encore des bombardements, juste à côté de nous », relate le jeune homme.

Jamais, depuis plusieurs mois que Mediapart est en contact avec lui, il n'a paru si désespéré.

« Les gens craignent de se faire tirer dessus parce qu'ils auront franchi sans le savoir une de ces lignes invisibles décidées par les Israéliens. »

Rami Abou Jamous, journaliste

« La route Al-Rachid vers le sud est presque impraticable, confirme Rami Abou Jamous. Et les gens refusent d'emprunter la route Salah al-Din, que les Israéliens ont déclarée ouverte hier. Ils ont peur. »

Ce deuxième grand axe nord-sud du territoire est en effet entièrement sous contrôle des chars et en zone rouge. « Les gens craignent de se faire tirer dessus parce qu'ils auront franchi sans le savoir une de ces lignes invisibles décidées par les Israéliens, de passer par une rue

qu'il ne fallait pas prendre, reprend le journaliste. Alors tous ceux qui fuient prennent la route Al-Rachid, même la nuit, malgré le danger. Un de mes amis est parti de Gaza-ville à 22 heures, il est arrivé à Nousseirat le lendemain à 14 heures. » Rappelons-le : 15 petits kilomètres.

« La majorité des habitants de Gaza-ville est encore là, assure Rami Abou Jamous. Beaucoup ne veulent pas partir parce qu'ils n'ont jamais bougé, même pas après les premiers ordres d'évacuation, au début du génocide. Ils se disent qu'ils ne veulent pas vivre ce que nous, qui sommes partis puis revenus, avons vécu, les tentes, le froid, l'absence d'intimité et de dignité. »

« Un mouchoir de poche, qui se réduit de jour en jour »

Sonam Dreyer-Cornut est clinicienne spécialisée, responsable des activités médicales pour Médecins sans frontières (MSF) dans la clinique de l'ONG, à quelques minutes en voiture de l'hôpital Al-Shifa de Gaza-ville. L'établissement emploie 89 personnes, des gardiens aux médecins, en passant par les infirmiers, deux clowns, un musicien et un conteur. Il reçoit plus de 300 patient·es par jour, des personnes multitraumatisées, des brûlées par les retours de flamme des explosions, blessées par des éclats ou par le souffle des frappes, amputées.

« Un de mes patients m'a dit l'autre jour, à propos de son refus de bouger : "J'ai vécu ici toute ma vie, je ne lâcherai pas ma maison, même si elle n'est aujourd'hui qu'un tas de ruines, mais si c'est pour mourir, je préfère le faire au Nord qu'au Sud." Cela dit beaucoup des contraintes mentales qui font que la majorité des gens restent, raconte-t-elle à Mediapart jeudi 18 septembre. Il y a aussi les contraintes physiques : d'une part les gens n'ont pas l'argent pour payer un déplacement vers un sud surpeuplé, d'autre part les plus fragiles ne sont pas en condition de bouger. Nos patients ne peuvent pas se déplacer facilement, d'autant qu'ils sont très affaiblis par la faim. Il leur faudrait 3 000 calories par jour, ils en absorbent à peine 1 000. Donc leurs plaies ne cicatrisent pas bien, les greffes de peau ne prennent pas. Et nous manquons de fauteuils roulants. »

« Depuis l'intensification des bombardements, il y a beaucoup plus de morts que de blessés. »

Sonam Dreyer-Cornut, responsable des activités médicales de MSF à Gaza-ville

Les conditions décrites sont dantesques. *« Nous sommes dans un mouchoir de poche, qui se réduit de jour en jour depuis le début de l'offensive terrestre, narre la médecin. Avant, les Israéliens frappaient l'Est, l'Ouest, et ils envoyaient des notifications en demandant l'évacuation de tel ou tel bloc d'immeubles avant la frappe. Depuis une semaine, toute la ville de Gaza et le nord du territoire ont été déclarés rouges. Nous ne recevons presque plus de notifications avant les frappes. Et les bombardements se sont intensifiés. Là, par exemple, en quelques heures, j'en ai compté dix. »*

Selon elle, les morts se comptent par centaines chaque jour, car il y a les décès comptabilisés par les hôpitaux qui reçoivent les corps et ceux qui sont enfouis sous les décombres ou dont les dépouilles ne sont pas envoyées dans les établissements médicaux.

« Depuis l'intensification des bombardements, il y a beaucoup plus de morts que de blessés, et ceux qui survivent sont plus gravement blessés, souvent en état critique. Nous avons donc beaucoup plus d'amputations multiples à cause de membres arrachés par les explosions, des blessures au crâne et à l'abdomen à cause des éclats et du souffle des explosions », ajoute-t-elle.

Des hôpitaux « au bord de l'effondrement »

La clinique ne reçoit plus aucun ravitaillement, ni en nourriture, ni en matériel médical. Le personnel jongle avec les pénuries. Bientôt plus de compresses stériles, indispensables pour soigner les brûlé·es, alors les soignant·es font de petits paquets avec les compresses non stériles pour les mettre dans l'autoclave et les stériliser. Bientôt plus d'antibiotiques, le personnel diminue les doses. Et ainsi de suite. *« Nous avons de quoi tenir deux semaines, trois maximum », décrypte Sonam Dreyer-Cornut.*

Quant à une éventuelle évacuation, *« la décision est prise de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures, mais [ils] resteront le plus longtemps possible », affirme la clinicienne.*

Le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a alerté dans un post sur le fait que *« les hôpitaux, déjà débordés, sont au bord de l'effondrement, car l'escalade de la violence bloque*

l'accès et empêche l'OMS de livrer des fournitures vitales » et appelé « à la fin immédiate de ces conditions inhumaines ».

Le ministère de la santé palestinien indiquait jeudi 18 septembre au matin que 65 141 personnes avaient été tuées dans la guerre génocidaire, bilan endossé par les agences onusiennes, et certainement sous-estimé car il ne prend en compte que les décès constatés par les hôpitaux. Plus de 165 000 personnes ont été blessées.

À Tel-Aviv, le ministre israélien des finances s'est félicité

que la « phase de la démolition [ait] été réalisée » dans la bande de Gaza et puisse constituer une « véritable aubaine immobilière ».

À Jérusalem, des proches des otages israéliens retenus dans la bande de Gaza ont posé des tentes devant la résidence du premier ministre. Car l'offensive terrestre contre Gaza-ville et sa conquête risquent aussi de sceller le sort des captifs.

Gwenaëlle Lenoir